

VIH en Europe de l'Est, histoire d'un désastre annoncé

L'épidémie de VIH ne cesse de progresser dans les pays d'Europe orientale. On devrait bientôt recenser un million de personnes séropositives en Russie, pays le plus touché, faute d'une vraie politique de réduction des risques auprès des usagers de drogues.

Cela sera-t-il un déclic pour les autorités russes? En tout cas, c'est désormais une certitude. En 2016, la Russie devrait officiellement franchir la barre du million de personnes vivant avec le VIH. C'est ce qu'a confirmé fin 2015 Vadim Pokrovsky, le directeur du Centre fédéral russe de lutte contre le sida. « *Le nombre total de Russes recensés comme infectés par le VIH au 1^{er} novembre 2015 est de 986 657* », a-t-il annoncé, ajoutant que le million n'allait pas tarder à être dépassé au vu de la dynamique de l'épidémie. Entre janvier et octobre 2015, environ 78 000 nouvelles infections ont été comptabilisées, soit une augmentation de 12 % par rapport à la même période en 2014.

En dix ans, des décès multipliés par trois

Selon l'Onusida, 1,5 million de personnes vivaient avec le VIH en Europe orientale et en Asie centrale en 2014. Et 62 000 décès liés au sida ont été recensés, un chiffre qui a plus que triplé entre 2000 et 2014. Chez les personnes de 15 ans et plus, la couverture du traitement était de 18 %. Dans son rapport de septembre 2014*, l'Onusida donnait une répartition des cas de séropositivité dans la région en 2013 : 69 % des cas étaient recensés en Russie ; 19 % en Ukraine ; 3 % en Ouzbékistan ; 2 % en Biélorussie et au Kazakhstan ; 1 % en Moldavie, au Tadjikistan, en Azerbaïdjan, au Kirghizstan et en Géorgie.

* Gap report, Onusida, 2014.

Prise de conscience du gouvernement. Au même moment, le ton a d'ailleurs changé du côté du gouvernement russe. Jusque-là très silencieuse sur le sujet, la ministre de la Santé, Veronika Skvortsova, a déclaré en octobre dernier que l'épidémie pourrait devenir incontrôlable si des mesures appropriées n'étaient pas prises. Dans la foulée, elle a annoncé que le budget de la lutte contre le VIH allait être multiplié par deux en 2016, passant à 600 millions de dollars. Selon la ministre, les financements engagés permettent actuellement de délivrer des traitements anti-rétroviraux à seulement 23 % des personnes concernées. Encore plus surprenant, ce discours a été relayé par le Premier ministre, Dmitry Medvedev, qui semble lui aussi prendre conscience du problème. « *La situation a changé. [Le sida] est une maladie très dangereuse qui peut toucher n'importe qui. Et cela n'est pas juste de prétendre que cela n'existe pas* », a-t-il affirmé.

Une situation critique. Discours de façade ou vraie prise de conscience? En tout cas, il devient de plus en plus difficile pour les autorités russes de continuer à nier publiquement une situation dont la gravité a une nouvelle fois été mise en lumière lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida du 1^{er} décembre dernier. Certes, les chiffres de l'Onusida montrent que l'Afrique subsaharienne reste sans conteste la région du monde la plus touchée, avec 25,8 millions de personnes vivant avec le VIH. Mais si l'on regarde la dynamique de l'épidémie, le constat est différent. Entre 2000 et 2014, le nombre de nouvelles infections a chuté de 41 % en Afrique subsaharienne, tandis qu'il a grimpé de 30 % dans l'est de l'Europe. En 2014, on y recensait 142 000 nouvelles contaminations, contre 100 000 en 2000, ce qui porte à 1,5 million le nombre de personnes infectées dans la région Europe de l'Est-Asie centrale.

Responsable du bureau régional de l'Onusida à Moscou, Vinay Saldanha reconnaît que la situation est critique :



«Aujourd'hui, l'épidémie est à la baisse dans pratiquement toutes les régions du monde. En Europe de l'Est et en Asie centrale, on observe l'inverse puisque le nombre de nouvelles infections augmente de 10 % par an.»

Dans cette région très vaste, deux pays, la Russie et l'Ukraine, concentrent environ 85 % des cas de contaminations. «On estime que la seule Fédération de Russie concentre 65 % de l'épidémie. Depuis 1987, année où le dépistage a été mis en place, environ 200 000 décès liés au sida ont été recensés dans le pays, indique Vinay Saldanha. Aujourd'hui, l'épidémie touche toujours de manière importante les usagers de drogues, mais aussi les travailleurs et travailleuses du sexe et les hommes ayant de relations sexuelles avec les hommes. Et on constate de plus en plus de cas de transmissions hétérosexuelles.»

Un travail de terrain mis à mal. Sur le terrain, de nombreux acteurs de la lutte contre le sida enragent du fait que la Russie avait toutes les cartes en main pour éviter d'en arriver là. «C'est l'un des plus grands désastres de l'histoire du VIH. Tout était annoncé et rien n'a été fait», fulmine un activiste. «Une vraie politique de non-assistance à personnes en danger», accuse Fred Bladou, chargé de mission à l'association Aides.

En Russie, l'épidémie s'est déclarée tardivement à la fin des années 1980, touchant surtout les usagers de drogues. Une population traditionnellement très nombreuse dans le pays où circule largement l'héroïne en provenance d'Afghanistan. Selon l'Onusida, on recense 1,8 million d'usagers de drogues par voie intraveineuse en Russie, soit 2,3 % de la population adulte. Et le taux de prévalence pour le VIH oscille entre 18 % et 31 % au sein de cette population.

Durant les premières années de l'épidémie, les ONG russes ont tenté de mettre en place des programmes d'échange de seringues. «Dans les années 1990, on comptait dans tout le pays environ 80 programmes de ce type, qui étaient plutôt soutenus par le ministère de la Santé», souligne Alexander Tsekhanovich, fondateur de l'association Humanitarian Action, basée à Saint-Pétersbourg. Puis, au cours des années 2000, la politique russe s'est durcie et la plus grande partie de ces programmes d'échange de seringues ont fermé les uns après les autres. «Alors qu'elles étaient face à un problème sanitaire, les autorités ont privilégié une réponse ultrasécuritaire et une pénalisation des usagers de drogues», souligne Fred Bladou. Et cela s'est diffusé dans plusieurs pays de la région. Par exemple, je fais régulièrement de la réduction des risques en Lituanie, pays plus tolérant que la Russie. Dans une zone proche de Vilnius [capitale de la Lituanie], il existe un programme de substitution. Régulièrement, la police arrête les usagers de drogues, détruit leur méthadone et confisque leurs seringues.»

Une position anti-RdR. Pour les scientifiques, le plus invraisemblable reste le refus de la Russie de reconnaître les bénéfiques, aujourd'hui largement démontrés, des programmes de substitution inclus dans une politique globale de réduction des risques (RdR). «Les addictologues russes ont toujours été opposés à toute politique de substitution», regrette Niklas Luhmann, conseiller «VIH-hépatites» à Médecins du monde. «La substitution a toujours été interdite en Russie. Il est même dangereux de parler de méthadone, car on peut être accusé de faire de la propagande en faveur des drogues», souligne Alexander Tsekhanovich. «Aujourd'hui, la politique vis-à-vis des usagers de drogues est encore largement inspirée par le Service fédéral du contrôle des drogues, une structure très puissante qui dépend du FSB (ex-KGB), ajoute-t-il. Et ce service estime qu'il n'existe que deux solutions pour les toxicomanes : la prison ou des programmes de sevrage-réhabilitation qui n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité.»

Faut-il croire aux toutes récentes déclarations de bonne volonté des dirigeants russes? «Ces déclarations sont positives, mais il faut rester prudent, car il existe encore des forces obscurantistes dans la classe politique russe, en particulier à la Douma (le Parlement), estime Alexander Tsekhanovich. Pour beaucoup de parlementaires, la seule prévention possible repose sur l'éducation morale et les valeurs de la culture russe traditionnelle. Pour eux, l'usage de drogues, la prostitution et l'homosexualité doivent tout simplement être bannis.» ●

Des ONG inquiètes mais vaillantes

En Ukraine, le travail des associations de lutte contre le sida se trouve compliqué par la guerre et un risque de baisse des financements. À Moscou, en lien avec des partenaires russes, Médecins du monde travaille auprès des travailleurs et travailleuses du sexe.

Les associations de lutte contre le sida pourront-elles continuer à mener le combat contre l'épidémie en Europe de l'Est? Cette question se pose de manière concrète en Ukraine, un des pays les plus touchés de la région, avec la Russie. « *En ce moment, le contexte est difficile dans notre pays. Dans les zones touchées par la guerre, il est plus compliqué d'accéder à certains groupes vulnérables comme les usagers de drogues, car de nombreuses personnes se sont déplacées*, explique, depuis Kiev [capitale de l'Ukraine], Andrey Klepikov, directeur de l'Alliance contre le sida¹. *Mais c'est surtout le contexte économique et la baisse annoncée des financements du Fonds mondial qui nous inquiètent.* »

Un Fonds en baisse. Cette inquiétude mérite d'être prise en compte, car en Ukraine les ONG conduisent une action cruciale contre l'épidémie. « *Les associations sont d'une remarquable efficacité dans ce pays*, salue le Pr Michel Kazatchkine, envoyé spécial des Nations unies pour le VIH/sida en Europe de l'Est en en Asie centrale (lire p. 18). *Ces ONG ont d'abord facilité l'accès aux traitements en achetant elles-mêmes des antirétroviraux à des prix souvent bien plus bas que dans le secteur public. Elles mènent un travail considérable de prévention et de réduction des risques auprès de très nombreux usagers de drogues.* »

Beaucoup de ces actions ont pu être réalisées grâce à l'argent du Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. À ce jour, le Fonds a attribué 459 millions de dollars à l'Ukraine, dont 358 millions pour des programmes VIH. Sur la période 2010-2013, le pays a reçu 210 millions de dollars. Un somme revue à la baisse pour 2014-2017, car le financement sera de 185 millions de dollars pour cette période. « *Aujourd'hui, le Fonds mondial affecte les ressources en priorité aux pays les plus touchés et les plus pauvres. Mais cela ne veut pas dire que nous cesseront d'aider les pays à reve-*

nus intermédiaires comme l'Ukraine », assure Nicolas Cantau, responsable régional au Fonds mondial pour l'Europe de l'Est.

« *Ces pays ont les moyens de prendre en charge une part supplémentaire des dépenses liées au VIH/sida. C'est ce qui a été décidé avec le gouvernement ukrainien, qui s'est engagé à financer davantage de programmes de prévention* », ajoute Nicolas Cantau. Le problème, selon Andrey Klepikov, est que le gouvernement ukrainien n'a pour l'instant pas pris le relais du Fonds mondial : « *Aujourd'hui, avec la guerre et la situation économique difficile, les dépenses du secteur sanitaire et médical ne sont pas la priorité de l'exécutif.* »

La situation est différente en Russie. Moscou ne souhaite plus que ses ONG soient financées par le Fonds mondial. Depuis sa création, le Fonds a versé 385 millions de dollars à la Russie, dont 278 millions pour des programmes VIH. Mais en 2014, au vu de son niveau de revenus établis par la Banque mondiale, la Russie a cessé d'être un pays bénéficiaire pour devenir un pays donateur. Au passage, le pays a même tenu à rembourser les sommes reçues. « *À ce jour, la Russie a remboursé 217 millions et a versé 100 millions comme contributeur* », précise Nicolas Cantau.

Des ONG sous contrôle. Privées des subsides du Fonds mondial, les ONG russes de lutte contre le sida ont aussi eu quelques inquiétudes avec la loi « agents de l'étranger » votée en 2012. Ce texte obligeait les associations menant des actions à finalité politique et recevant des fonds extérieurs à la Russie à se déclarer comme agents de l'étranger. Après son adoption, de nombreux contrôles ont été effectués. « *Dans un pays déjà tristement célèbre pour son incapacité à lutter efficacement contre cette épidémie, ces lois liberticides mettent en péril les actions menées par les associations de défense des droits de l'homme et de lutte contre le sida* », dénonçait l'associa-



tion Aides en septembre 2013. Finalement, en novembre dernier, la Russie a annoncé avoir établi une liste d'une centaine d'ONG qualifiées d'agents de l'étranger. « A priori, aucune association de lutte contre le sida n'est concernée », souligne Alexander Tsekhanovich, de Humanitarian Action.

L'exemple de MdM. Médecins du monde (MdM) a lancé en juin dernier un programme de prévention et d'information auprès des travailleuses du sexe à Moscou. Et en tant qu'ONG étrangère, elle est tenue à certaines obligations. « Nous devons produire chaque année un audit de nos comptes et de nos activités. À part cette obligation, nous n'avons pas rencontré d'obstacle particulier pour travailler ici. Mais nous avons choisi des partenaires russes qui ont su maintenir un dialogue constructif avec les autorités », explique Elsa Vidal, coordinatrice de MdM dans la capitale russe.

MdM a en effet fait le choix de travailler avec des partenaires russes bien implantés sur le terrain. « Il y a ici beaucoup d'acteurs associatifs très compétents et motivés sur le VIH », souligne Elsa Vidal. Pour notre part, on collabore avec Shagui/Step Fund, une ONG fondée et dirigée par Igor Pcheline, un acteur reconnu de la lutte contre le VIH et de la mobilisation communautaire en Russie. Il est séropositif depuis trente et un ans et a été une des premières personnes contaminées à avoir rendu public son statut. Il est aussi le seul expert et représentant de la société civile pour les questions VIH accrédité auprès du ministère de la Santé. » MdM s'est également associé

avec Serbrenaya Rosa (Silver Rose), le mouvement des travailleurs et travailleuses du sexe, et de ceux qui les soutiennent en Russie. « Il est non officiel, car le travail du sexe est criminalisé ici. L'objectif du mouvement est le soutien de la défense de la santé, de la dignité et des droits des travailleurs et travailleuses du sexe », précise Elsa Vidal. Le projet de Médecins du monde, qui a démarré en juin dernier, est conduit principalement auprès des prostituées qui travaillent sur le périphérique moscovite. « Nous faisons des maraudes pour distribuer du matériel de prévention (préservatifs, lubrifiants, lingettes), mais aussi pour informer sur le VIH et les autres IST, indique Elsa Vidal. L'objectif est d'établir une relation de confiance avec ces femmes afin de créer ensuite de la structuration communautaire. À terme, le but est qu'elles puissent faire entendre leur voix, en tant que groupe vulnérable, lors de l'élaboration des recommandations sur le VIH. »

Comme partout ailleurs, le mouvement associatif russe est aussi déchiré par des débats internes, notamment à propos de la 5^e Conférence sur le sida en Europe de l'Est et en Asie centrale qui se tiendra en mars prochain à Moscou, sous l'égide du gouvernement et de l'Onusida. « Certaines ONG veulent boycotter cette conférence, estimant qu'elles ne doivent pas transiger avec leurs convictions profondes, alors que d'autres estiment préférable de maintenir le dialogue avec les autorités », confie un bon connaisseur de la lutte contre le sida en Russie. ●

1 Depuis novembre, l'ONG s'appelle Alliance pour la santé publique.

« Les dirigeants russes prennent conscience de la gravité de l'épidémie »

Figure majeure de la lutte contre le sida, Michel Kazatchkine est l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le VIH/sida en Europe de l'Est et en Asie centrale depuis juillet 2012. À ce poste politiquement sensible, il a gardé sa liberté de parole. Et s'il se félicite des récentes déclarations du Premier ministre russe au sujet de l'épidémie de VIH, il n'en dénonce pas moins les conséquences de la guerre en Ukraine pour les personnes séropositives. « La politique l'a emporté sur la science », écrivait-il en mai 2014 dans une tribune du British Medical Journal.

Quelle analyse faites-vous de la situation de l'épidémie en Europe de l'Est et en Asie centrale ?

La situation est très préoccupante. Avec le Moyen-Orient, il s'agit de la seule région du monde où l'épidémie est toujours en train de s'accroître. En Russie et en Ukraine, les deux pays les plus touchés, l'épidémie s'est déclarée de manière assez tardive. En 2000, on recensait environ 30 000 cas de VIH en Russie. Mais, à partir de là, l'épidémie a progressé de manière exponentielle, principalement chez les usagers de drogues par voie intraveineuse. Aujourd'hui, ces derniers représentent environ 57 % des nouvelles infections en Russie, contre environ 3 % dans les pays d'Europe de l'Ouest.

Cette situation s'explique largement par le refus des autorités de mettre en place une vraie politique de réduction des risques. Comment expliquer ces blocages ?

Il existe quelques programmes d'échange de seringues, en particulier à Saint-Pétersbourg ou à Kazan, la capitale de la République du Tatarstan. Mais ces programmes sont peu nombreux. Pour mener une vraie politique de réduction de risques, il faut trois composants majeurs : les échanges de seringues, la substitution et l'accès aux antirétroviraux (ARV). Aujourd'hui, en Russie, très peu d'usagers de drogues ont accès aux ARV. Et les autorités continuent de considérer comme illégaux les traitements de substitution tels que la méthadone. Il ne reste donc que les échanges de seringues, mais à une très faible échelle. Or les modélisations mathématiques montrent que pour faire baisser l'incidence du VIH de manière conséquente

(entre 30 % et 50 %) chez les usagers de drogues avec les seuls programmes d'échange de seringues, il faut proposer ces programmes à au moins 85 % des populations concernées. En Russie, on en est très loin.

Comment expliquez-vous ce refus catégorique de la substitution en Russie ?

Les autorités affirment d'abord qu'introduire la méthadone irait à l'encontre des conventions internationales qui prévoient la prohibition des opiacés. Mais ces conventions estiment aussi que cette prohibition peut être levée pour des raisons médicales et scientifiques, ce que refuse d'entendre le gouvernement russe. De manière pour le moins étonnante, les autorités affirment également que les traitements de substitution n'ont pas démontré leur efficacité dans la prévention du VIH. Alors qu'il s'agit d'un domaine où l'on dispose le plus de preuves scientifiques au niveau international. Là, nous ne sommes plus dans la science, mais dans la politique.

Où en est la prévention en Russie ?

Elle est encore largement inexistante. Il y a deux ans, il n'existait pas le moindre budget gouvernemental pour financer des programmes de prévention. Ces dernières semaines, le discours politique a toutefois connu une réelle inflexion. Le Premier ministre, Dimitri Medvedev, a affirmé que l'épidémie de VIH était un authentique problème auquel il convenait de s'attaquer. Il s'agit là d'un progrès, au moins dans le discours, que je salue. Les autorités ont aussi annoncé que le budget affecté à la



lutte contre le VIH serait multiplié par deux. Mais, vraisemblablement, ces fonds iront très majoritairement aux traitements et assez peu à la prévention.

Quel est le niveau d'accès aux ARV en Russie ?

La couverture thérapeutique reste faible. En 2014, on estimait que seulement 50 % à 55 % du nombre total de personnes vivant avec le VIH connaissaient leur statut. Parmi ces personnes, 49 % étaient engagés dans le système de soins et, au final, 14 % étaient sous traitement. Les traitements sont accessibles gratuitement, mais il existe encore de nombreux problèmes d'approvisionnement. Il y a trois ans, les autorités fédérales ont décidé de décentraliser cet approvisionnement dans les régions. Cela a entraîné des problèmes de corruption, de retards dans certaines commandes ou d'achats à des prix parfois très élevés.

Pourquoi les médecins russes s'expriment-ils si peu sur le sida ?

Les médecins qui suivent les patients VIH sont compétents. Mais c'est vrai qu'on les voit très peu dans les congrès internationaux. Il y a un problème de barrière de la langue, ainsi que de financement de la recherche. Aujourd'hui, faute de crédit, il existe très peu de travaux menés en Russie sur le VIH. Et il faut bien reconnaître qu'il est difficile pour ces médecins de prendre position contre le système. Il y a quelques années, parler de méthadone pouvait valoir de lourdes sanctions.

Quel est l'impact du conflit entre la Russie et l'Ukraine ?

Très peu de temps après l'annexion de la Crimée par la Russie, en mars 2014, les responsables de l'agence antidrogue russe ont fermé les programmes de substitution

qui permettaient la délivrance de méthadone à près de 800 personnes. Dans les semaines suivantes, on a assisté à une vague importante de mortalité parmi ces patients, par suicide ou par overdose. Mais la guerre a aussi un impact fort dans la région du Donbass et les villes de Donetsk et de Lougansk. Avant le conflit, cette région avait déjà la plus forte prévalence pour le VIH de toute l'Ukraine, malgré l'existence de programmes de substitution. À cause du conflit, il y a des problèmes d'approvisionnement de méthadone et de tests de dépistage. Durant l'été, on a également eu de grandes inquiétudes sur l'acheminement des ARV. Cependant, grâce à des moyens détournés, nous avons pu faire passer un stock de médicaments pour une durée d'au moins un an.

Votre franc-parler a-t-il des conséquences dans vos relations avec les autorités russes ?

Après l'annexion de la Crimée, j'ai publiquement dénoncé la fermeture brutale des programmes de méthadone dans un discours prononcé à Moscou devant la ministre de la Santé. J'ai expliqué que je ne comprenais pas, en tant que médecin, scientifique et représentant des Nations unies, que l'on arrête ainsi un traitement qui sauve des vies. Cela a un peu refroidi mes relations avec les autorités russes et cela fait un an et demi que je ne suis officiellement pas allé dans le pays. Début 2016, je vais retourner sur le terrain pour rencontrer des ONG, des médecins et des gouverneurs de province. Et je reprendrai le dialogue officiel lors de la 5^e Conférence sur le sida en Europe de l'Est et Asie centrale en mars prochain à Moscou. Après les déclarations de Dimitri Medvedev, je suis assez confiant. Cette fois, j'espère vraiment que les dirigeants russes ont pris conscience de la gravité de l'épidémie. ●